

Environnement et développement durable : les apports d'une économie verte

ALORS QUE LES PAYS en développement et les donateurs s'emploient à trouver des solutions immédiates aux problèmes économiques pressants, la durabilité environnementale se voit reléguée une fois encore au second plan. Or les problèmes de l'environnement sont aujourd'hui plus urgents que jamais, car la réduction de la pauvreté et la prospérité à long terme ne peuvent s'obtenir que par des mesures résolument axées sur le développement durable. En tant que réseau mondial de développement dont disposent les Nations Unies, le PNUD considère que les changements climatiques exigent un nouveau modèle de développement, qui intègre les questions climatiques à tous les niveaux de la planification du développement, qui relie les politiques de développement au financement de solutions et qui aide les pays à réduire l'intensité carbone de leur économie tout en veillant à la durabilité de celle-ci. Fort de sa vaste expérience dans le domaine de l'environnement, il a adopté en 2008 une nouvelle



Un partenariat du PNUD consacré à la réfection de puits à eau en Ouzbékistan, dans le district de Mingulak, a permis d'améliorer la qualité de l'eau de boisson et, en conséquence, de réduire les taux d'incidence des maladies infectieuses.

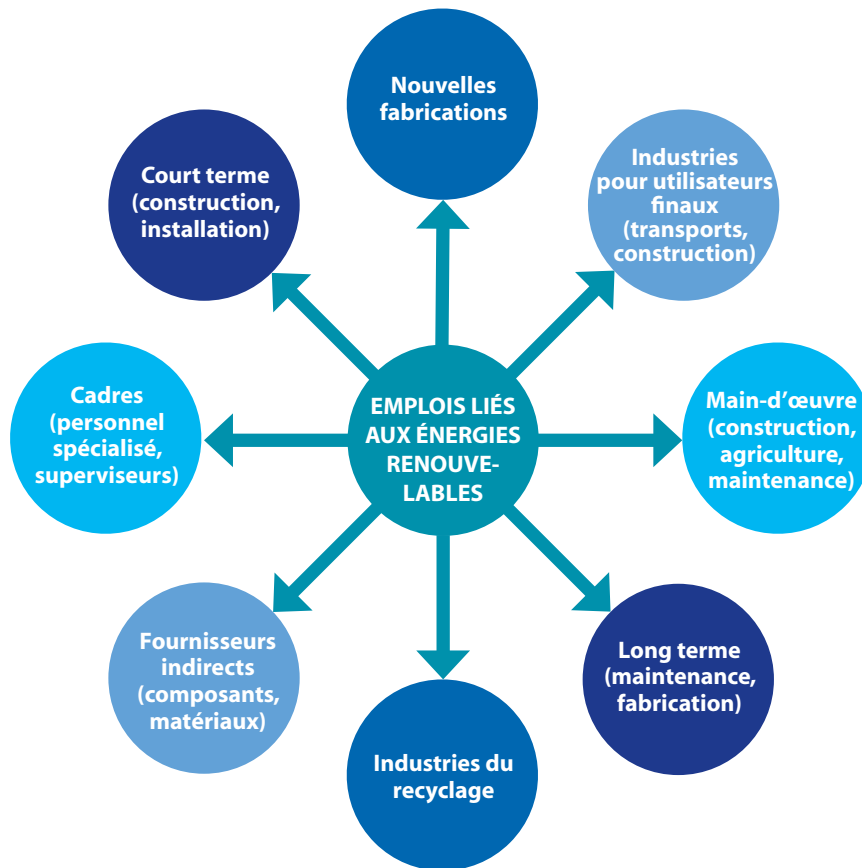
stratégie sur les changements climatiques visant au renforcement des capacités des pays en développement à prendre des décisions de politique et d'investissement informées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, atténuer la pauvreté et accélérer la réalisation des OMD. Cette stratégie énonce également les modalités de coopération du PNUD avec les autres organismes des Nations Unies, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) - qui réunit le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale - la société civile et le secteur privé.

Le PNUD promeut les efforts d'atténuation des changements climatiques ainsi que d'adaptation, car tous deux sont essentiels pour relever les défis actuels. S'agissant de l'atténuation, le PNUD s'attache notamment à favoriser une amélioration de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs et pour tous les usages ainsi qu'un recours accru à un large éventail d'énergies renouvelables, et à faciliter l'accès des pauvres à l'énergie, la réforme des politiques et le renforcement des capacités. Pour l'adaptation, il fournit un appui aux pays et les aide à intégrer les risques climatiques dans leurs politiques et plans nationaux de développement, à formuler des options de financement pour faire face aux coûts nationaux de l'adaptation, et à partager les connaissances et l'expérience dans ce domaine. La valeur ajoutée qu'il apporte dans la prévention et l'atténuation des effets des changements climatiques provient de sa solide présence sur le terrain dans 166 pays et de sa capacité opérationnelle ainsi que de ses connaissances spécifiques ; le PNUD dispose ainsi d'experts en changements climatiques et des spécialistes de l'élaboration de projets, combinaison qui lui permet de mettre en œuvre des interventions efficaces au niveau des pays. Par exemple, une fois que l'accord final sur le nouveau Protocole de Kyoto sera conclu, le PNUD aidera les pays membres à solliciter des fonds et des appuis technologiques et à les gérer conformément à leurs obligations découlant du nouveau régime mondial des émissions de carbone. En fait, il a lancé une initiative novatrice de renforcement des capacités par laquelle il œuvre avec 13 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes, pour choisir trois secteurs clés (énergie, agriculture et tourisme, par exemple), en préparation d'un atelier interministériel national sur les actions nationales relatives au climat et le Plan d'action de Bali. Une fois ces secteurs identifiés, le PNUD aidera les pays à évaluer l'ampleur et l'intensité des efforts nationaux nécessaires pour faire face aux problèmes des changements climatiques, ainsi qu'à établir des estimations plus précises des fonds nécessaires pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées.

L'impact conjugué croissant des changements climatiques et de la crise économique est porteur de possibilités de réel changement en matière de développement.

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES CRÉENT DE NOMBREUX EMPLOIS DANS DE NOMBREUX SECTEURS :

Le PNUD élabore de nouveaux partenariats, des instruments de planification, des politiques publiques et des instruments financiers qui contribuent à transformer les marchés ainsi qu'à en créer, pour le bénéfice des populations et de l'environnement.



Source : Nations Unies
Illustration : Pamela Geismar

Le PNUD élabore de nouveaux partenariats, des instruments de planification, des politiques publiques et des instruments financiers qui contribuent à transformer les marchés ainsi qu'à en créer, pour le bénéfice des populations et de l'environnement. En 2008, il a mobilisé plus de 500 millions de dollars de dons et plus d'un milliard de dollars de cofinancements connexes par l'entremise du FEM, du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et d'autres grandes initiatives. En contribuant à la protection des forêts de notre planète, le PNUD protège les moyens d'existence communautaires tout en favorisant la réduction des émissions de carbone. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le déboisement est responsable aujourd'hui de près de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui confère à la lutte contre ce phénomène une extrême urgence. Le PNUD, en partenariat avec la FAO et le PNUE, mène les efforts mondiaux déployés dans ce sens. En juillet 2008, les trois organismes ont fait équipe avec la Norvège, qui a financé la phase initiale du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies (UN-REDD) de 35 millions

de dollars. L'UN-REDD aide les pays en développement à élaborer des stratégies nationales, à surveiller le couvert forestier et les stocks de carbone, et à mettre en œuvre des projets pilotes de gestion forestière qui protègent les écosystèmes et maximisent le stockage du carbone tout en apportant aux communautés des moyens d'existence et divers avantages.

Un projet de récupération et d'utilisation commerciale du méthane de houille, exécuté en **Inde** sur financement du FEM, démontre que cette récupération pendant et après l'extraction de la houille est commercialement viable et que le gaz ainsi récupéré est un carburant propre utilisable par les centrales électriques et les camions. Ce projet d'une durée de neuf ans évite l'émission de quelque 180 000 tonnes of CO₂ par an, soit l'équivalent des émissions de 180 000 automobiles. Il a été démontré que la capture du méthane, gaz à fort effet de serre, est écologiquement rationnelle et économiquement rentable. Les pratiques du projet ont été inscrites au programme d'études de l'École des Mines de l'Inde à Dhanbad (État du Jharkhand) ; elles influent sur la politique de récupération du méthane en Inde, la technologie ayant même



Le PNUD appuie en Haïti un projet de ramassage des ordures d'un quartier de taudis qu'il recycle pour en faire des briquettes combustibles à usager ménager.

été mentionnée dans le dernier plan quinquennal du gouvernement. En **Fédération de Russie**, le volume des émissions de gaz à effet de serre augmente constamment depuis 1999, parallèlement à la croissance économique. Un programme d'efficacité énergétique financé par le FEM, entrepris en partenariat entre le gouvernement en 2002, a déjà apporté plusieurs solutions intéressantes dans le secteur du bâtiment ; à la fin 2008, par exemple, il avait été étendu et avait permis d'installer des systèmes d'éclairage économiques dans les bâtiments publics et résidentiels de plusieurs provinces. Il a également obtenu un engagement de 100 millions de dollars, accordé par le gouvernement et d'autres partenaires, grâce auquel ses activités pourront être considérablement développées.

Les inquiétudes suscitées par la récente volatilité des prix alimentaires venant s'ajouter aux vives préoccupations inspirées par la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, le PNUD a mis en place des programmes qui aident les autorités gouvernementales à traiter ces deux problèmes. Au **Rwanda**, l'un des pays les plus pauvres et les plus densément peuplés de l'Afrique, un programme environnemental lancé en 2006 a déjà restauré 1 300 hectares de terres grâce à des mesures d'agroforesterie, notamment la plantation de roseaux et d'arbres fruitiers le long des rives du lac Kivu. À la fin 2008, plus de 1 100 ménages avaient bénéficié de l'initiative, appuyée conjointement par le PNUD et par

une subvention du Gouvernement des Pays-Bas. La restauration de cet écosystème vital a arrêté l'érosion du sol et accru la sécurité alimentaire en permettant la mise en valeur de terres précédemment dégradées. Les bénéficiaires peuvent aussi récolter les roseaux lorsqu'ils arrivent à maturité et les vendre en tant que matériaux de clôture et de toiture. En outre, ces roseaux contribueront à atténuer les dégâts causés au sol par les violentes averses qui sont de plus en plus fréquentes au Rwanda, du fait des changements climatiques.

L'impact des crises financière et économique sur les moyens d'existence et les revenus dans le monde en développement a souligné l'importance primordiale d'une approche pro-pauvres de la protection de la biodiversité et de la réhabilitation des écosystèmes. En effet, l'environnement naturel apporte aux pauvres la sécurité alimentaire, des combustibles, des logements et des médicaments, ainsi que des moyens d'existence et constitue une composante intégrale du bien-être humain et du développement économique. Au **Bénin**, la forte dépendance en bois-énergie menace l'écosystème forestier ; le problème est aggravé par le manque d'accès aux moyens d'utiliser les énergies renouvelables telles que le biogaz et l'électricité solaire. Le FEM apporte son concours à plusieurs groupes de femmes pour encourager l'utilisation de foyers traditionnels en terre ; ceux-ci ont été adoptés par un cinquième des ménages des villages ciblés qui ont ainsi

réduit leur consommation de bois de 50 %. En **Iran**, dans le cadre d'un projet financé par le FEM, le PNUD œuvre avec le gouvernement et les communautés locales pour réhabiliter de manière économique des parcours d'élevage désertifiés au moyen de nouvelles plantations de grande envergure et d'initiatives conçues et menées par les communautés. Ce projet a eu pour effet direct qu'un tiers des postes de direction au sein des comités locaux de gestion des ressources sont à présent détenus par des femmes et que celles-ci représentent les deux tiers des participants à des cours de formation professionnelle portant notamment sur l'élevage de volaille, la culture du blé, la vaccination du bétail, le tissage de tapis et la production de tapisseries.

Le PNUD appuie l'établissement d'industries d'écotourisme dans les écosystèmes fragiles au **Cambodge**, au **Maroc**, en **Ouzbékistan** et au **Yémen**. L'archipel de Socotra, au large du Yémen, est l'une des 10 formations insulaires possédant la plus grande biodiversité au monde ; c'est aussi l'une des régions les plus pauvres et les plus défavorisées du pays. Le PNUD œuvre avec le gouvernement en partenariat avec des donateurs pour promouvoir l'écotourisme et les pratiques de pêche durable, ainsi que pour renforcer les capacités des communautés locales en matière de développement de moyens d'existence durable pour répondre à leurs besoins fondamentaux immédiats. À la fin 2008, quatre aires protégées avaient été établies à Socotra, l'archipel avait été classé site du patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un suivi des pratiques de pêche du homard avait été mis en place et un programme de formation à l'écotourisme avait commencé.

En temps de crise mondiale, il est important de ne pas oublier les impacts négatifs du manque d'eau potable et d'installations d'assainissement appropriées sur le développement. Le PNUD renforce les connaissances et les capacités de spécialistes de nombreux pays en développement en matière de gestion des déchets et de l'eau. Les insuffisances de l'alimentation en eau propre et de

l'assainissement causent actuellement chaque année près de deux millions de décès d'enfants. Comme les changements climatiques menacent d'accroître la rareté de l'eau, il est plus vital que jamais de gérer nos ressources le plus judicieusement possible tout en veillant à ce que les connaissances utiles acquises par les uns soient adaptées et mises à profit par les autres. La gestion des déchets solides est un problème majeur à Sri Lanka, où les municipalités et les administrations locales sont mal équipées, face à l'urbanisation et à la commercialisation croissantes, pour répondre à la demande de services efficaces de mise au rebut sanitaire des déchets solides. Ces déchets sont souvent déchargés dans des zones ouvertes, des marécages et le long des berges de cours d'eau. Les services de ramassage sont irréguliers et lents et les amoncellements d'ordures en bordure des routes présentent des dangers pour la santé de la population et de l'environnement. Dans le cadre d'une initiative de restauration de l'environnement post-tsunami financée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, le PNUD a appuyé en 2008 un projet d'énergie propre à gestion communautaire qui, au moyen de microfinancements, a aidé les populations locales à traiter des déchets biodégradables pour en faire des biocarburants et des engrais. Huit communautés urbaines à faible revenu se sont vu octroyer des financements pour se doter d'unités à biogaz ; certains ménages ont bénéficié du projet en se servant du biogaz pour faire la cuisine ou en utilisant les engrais dans leurs jardins potagers ; d'autres ont bénéficié du modèle de financement faisant appel à des redevances perçues pour la vente du gaz et le ramassage des déchets ; mais surtout, les communautés toutes entières ont bénéficié du projet du fait de la réduction radicale du volume des déchets solides mis au rebut sans précautions et des épidémies, notamment de dengue, qui en résultent.